

Analyse de l'efficacité des politiques publiques dans la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso

Tumagu Ndayishimiye Antoine
Doctorant, Département de Sciences Politiques, laboratoire de Droit, Société, Économie et Gestion, Université Lisala, RDC

RÉSUMÉ

Cette étude analyse l'efficacité des politiques publiques mises en œuvre au Burkina Faso dans la lutte contre la pauvreté. Malgré des initiatives multiples, notamment à travers le Programme national de développement économique et social (PNDES), la pauvreté demeure largement répandue, affectant plus de 40 % de la population selon les données les plus récentes. La crise sécuritaire persistante, les inégalités régionales, l'instabilité institutionnelle et les faiblesses en matière de gouvernance constituent autant de facteurs qui limitent les effets des interventions publiques. L'approche méthodologique de l'étude repose sur une analyse documentaire, des entretiens qualitatifs et une comparaison régionale. Les résultats révèlent un impact limité des politiques actuelles, principalement en raison du manque de coordination institutionnelle, de l'exclusion des populations dans la conception des programmes, et d'un financement insuffisant. Si certaines avancées sont notées, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture, leur portée reste fragile et peu durable. L'analyse souligne également que l'insécurité compromet gravement l'accès aux services de base et entraîne un déplacement massif de populations, aggravant la précarité. Les politiques publiques apparaissent mal adaptées aux réalités locales, et les mécanismes de suivi sont souvent déficients. Pour une efficacité renforcée, l'étude recommande une approche intégrée combinant développement économique, réponse sécuritaire et gouvernance inclusive. Il est impératif de mieux cibler les populations vulnérables, d'impliquer les communautés dans la mise en œuvre des programmes, d'améliorer la gestion des ressources, et de renforcer la coordination entre les différents acteurs.

Mots clés : Efficacité ; Politiques publiques ; pauvreté ; Burkina Faso

Soumis le : 05 mai, 2025
Publié le : 20 mai, 2025

Auteur correspondant : Tumagu Ndayishimiye Antoine
Adresse électronique : tonytumagu@gmail.com
Ce travail est disponible sous la licence
Creative Commons Attribution 4.0 International.



1. INTRODUCTION

1.1 Présentation du sujet traité

La pauvreté constitue un défi majeur au Burkina Faso, touchant une grande partie de la population et freinant le développement du pays. Selon la Banque mondiale (2021) et l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), plus de 40 % des Burkinabè vivent en dessous du seuil de pauvreté¹. Ce phénomène est exacerbé par la crise sécuritaire en cours depuis 2015 (International Crisis Group, 2023), les conflits, les aléas climatiques et l'instabilité économique, qui entraînent une dégradation des moyens de subsistance et un accès limité aux services de base (PNUD, 2022)². En effet, Malgré la mise en place de plusieurs politiques publiques, dont le Programme National de Développement Économique et Social (PNDES), leur efficacité demeure incertaine. Les inégalités persistent, et des études montrent que les résultats obtenus restent contrastés, en raison de divers obstacles

¹ Banque mondiale (2021). *Pauvreté et équité au Sahel : perspectives et stratégies*

² Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD). (2022). *Rapport sur le développement humain au Burkina Faso*. New York

systémiques (Banque mondiale, 2021 ; OCDE, 2022)³. Cette analyse vise à évaluer l'impact réel de ces initiatives et à identifier les facteurs limitant leur succès.

1.2 Problématique

Malgré les efforts déployés par les différents gouvernements, le Burkina Faso demeure l'un des pays les plus pauvres au monde⁴. Les inégalités sociales persistent, et les taux de pauvreté stagnent ou augmentent dans certaines régions. La crise que traverse le pays est venue exacerbée les conditions de vie des populations. Cette situation soulève des questions cruciales : pourquoi les politiques publiques de lutte contre la pauvreté peinent-elles à produire des résultats significatifs ? Quelles sont les lacunes dans leur conception et leur mise en œuvre ? Comment répondre aux attentes des populations tout en tenant compte des contraintes économiques et sociales ?

Bien que les pouvoirs publics et les organisations internationales soient engagés dans la lutte contre la pauvreté, les indicateurs de développement révèlent une persistance du phénomène, en particulier en milieu rural, où vivent près de 70 % de la population⁵. Les inégalités régionales et sectorielles, ainsi que les difficultés d'accès aux services sociaux de base, accentuent cette vulnérabilité. De plus, l'insécurité croissante et l'instabilité des institutions publiques compliquent davantage la situation, limitant l'efficacité des politiques publiques.

La problématique centrale de cette étude est donc la suivante : Dans quelle mesure les politiques publiques de lutte contre la pauvreté au Burkina Faso ont-elles permis une réduction effective de la pauvreté et une amélioration significative des conditions de vie des populations les plus défavorisées, malgré les défis sécuritaires et institutionnels ?

1.3 Questions de l'analyse

Quelles sont les principales politiques publiques mises en place pour lutter contre la pauvreté au Burkina Faso ?

- Quel est leur impact sur les indicateurs socio-économiques ?
- Quels sont les obstacles à l'efficacité de ces politiques ?
- Quelles recommandations pour une meilleure efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté ?

1.4 Objectifs de l'analyse

1.4.1 Objectif principal :

L'objectif principal de cette analyse est d'évaluer l'efficacité des politiques publiques de lutte contre la pauvreté au Burkina Faso, en mettant en évidence leurs forces, leurs faiblesses et les opportunités d'amélioration. Il s'agit plus précisément d'examiner comment ces politiques peuvent être réajustées afin de maximiser leur impact et de contribuer durablement à la réduction de la pauvreté.

1.4.2 Objectifs spécifiques

- Analyser les politiques publiques mises en place pour lutter contre la pauvreté.
- Évaluer l'impact des politiques publiques sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie.
- Identifier les principales limites et contraintes, notamment en lien avec les défis sécuritaires et institutionnels.
- Examiner les mécanismes institutionnels et les dispositifs de mise en œuvre.

1.5 Hypothèses émises de l'analyse

1.5.1 Hypothèse principale :

Les politiques publiques de lutte contre la pauvreté peuvent être réajustées de manière efficace en tenant compte des défis institutionnels et sécuritaires, ce qui permettrait d'optimiser leur impact et de favoriser une réduction durable de la pauvreté.

1.5.2 Hypothèses spécifiques :

- Les politiques publiques mises en place pour lutter contre la pauvreté présentent des forces et des faiblesses qui influencent leur efficacité.
- L'impact des politiques publiques sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie varie en fonction de leur mise en œuvre et de leur adaptation aux réalités locales.

³ Banque mondiale (2021). *Pauvreté et équité au Sahel : perspectives et stratégies*

⁴ Idem

⁵ OXFAM (2021). *Les inégalités au Burkina Faso : diagnostic et recommandations*.

- Les défis sécuritaires et institutionnels constituent des obstacles majeurs à l'efficacité des politiques publiques de lutte contre la pauvreté.
- Un meilleur alignement des mécanismes institutionnels et des dispositifs de mise en œuvre avec les réalités du terrain pourrait améliorer l'efficacité des politiques publiques en matière de réduction de la pauvreté.

2. REVUE DE LA LITTÉRATURE

2.1 Théorie des Capabilités (Amartya Sen)

La théorie des capacités développée par Amartya Sen repose sur l'idée que la pauvreté ne doit pas être vue uniquement comme un manque de revenus, mais comme une privation de libertés fondamentales. Sen met en avant le concept de *capabilités*, c'est-à-dire les opportunités réelles qu'un individu a pour mener la vie qu'il souhaite. L'objectif d'une politique publique efficace, selon cette perspective, est donc de renforcer les libertés réelles et l'autonomie des individus.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, cette théorie encourage une approche multidimensionnelle. Il ne suffit pas de distribuer des ressources ; il faut garantir l'accès à l'éducation, à la santé, à la participation citoyenne, à l'eau potable, et à des conditions de vie dignes. Ainsi, une personne ayant accès à des soins médicaux, à l'éducation et à des services de base est moins vulnérable, même avec un faible revenu monétaire.

Au Burkina Faso, plusieurs programmes publics comme le Programme national de développement économique et social (PNDES) et les politiques d'éducation universelle peuvent être analysés sous l'angle des capacités. En élargissant les choix réels des populations, ces politiques visent à renforcer leur autonomie, leur inclusion sociale et leur potentiel de sortir de la pauvreté. Toutefois, les disparités régionales, le faible taux d'alphabétisation et la fragilité des services sociaux freinent l'élargissement effectif des capacités dans certaines zones.

La limite principale réside dans l'écart entre les intentions des politiques et leur mise en œuvre effective. Bien que la théorie insiste sur la liberté de choix, les politiques publiques au Burkina Faso souffrent parfois de centralisation excessive, de manque de concertation communautaire et de décalage entre les priorités institutionnelles et les réalités locales. Il est donc essentiel d'adapter les programmes au contexte social pour rendre les capacités réellement accessibles.

2.2 Théorie de la Justice Sociale (John Rawls)

La théorie de la justice sociale de Rawls repose sur le principe d'égalité équitable des chances et sur le *principe de différence*, qui affirme que les inégalités sont acceptables seulement si elles profitent aux plus défavorisés. Cette approche met la justice distributive au cœur de l'action publique, en appelant à des mécanismes de redistribution équitables.

Dans le contexte de la lutte contre la pauvreté, cette théorie soutient que l'État doit adopter des politiques compensatoires pour corriger les inégalités structurelles, notamment à travers la fiscalité progressive, les subventions ciblées, l'accès gratuit aux services sociaux de base, et les programmes de transferts sociaux. L'État devient un régulateur actif du marché afin de garantir une répartition juste des ressources.

Au Burkina Faso, des initiatives comme le programme de gratuité des soins pour les enfants et les femmes enceintes, ou encore les filets sociaux financés par les bailleurs, s'inscrivent dans cette perspective. Ces mesures ciblent directement les couches les plus vulnérables de la population. Cependant, la portée de ces dispositifs reste souvent limitée, en raison de contraintes budgétaires et de couverture géographique incomplète.

Une faiblesse de l'approche rawlsienne dans le contexte burkinabè est liée à la faiblesse de l'État à assurer une redistribution équitable dans un cadre marqué par l'économie informelle, la corruption et l'insuffisance des recettes fiscales. Pour être efficace, la justice sociale doit être soutenue par des institutions fortes, transparentes et inclusives, ce qui constitue encore un défi.

2.3 Théorie du Développement Participatif (Robert Chambers)

Cette théorie met l'accent sur la participation des populations locales dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques. Robert Chambers critique les approches top-down et propose d'inverser les rapports de pouvoir dans les projets de développement, en partant des connaissances et priorités des pauvres eux-mêmes.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, cette approche favorise l'appropriation communautaire des programmes publics. Elle insiste sur la valorisation du savoir local, la décentralisation effective, et la co-construction des solutions adaptées aux besoins réels des populations. L'efficacité dépend donc du niveau d'implication citoyenne dans la gouvernance publique.

Au Burkina Faso, les politiques de développement communautaire, la création des conseils villageois de développement (CVD), et la décentralisation politique visent à incarner cette logique participative. Toutefois, la participation reste parfois formelle ou symbolique, en raison d'un faible niveau de formation, de pression politique ou d'un manque de moyens logistiques et financiers au niveau local.

Une critique de cette théorie réside dans la difficulté à assurer une participation véritablement représentative dans des sociétés marquées par des rapports hiérarchiques, patriarcaux ou clientélistes. Les plus pauvres peuvent ne pas avoir la voix ni les moyens nécessaires pour s'impliquer pleinement. Il est donc indispensable de combiner participation et renforcement des capacités locales.

2.4 Théorie du Capital Humain (Becker, Schultz)

La théorie du capital humain propose que l'investissement dans l'éducation, la santé et les compétences améliore la productivité des individus, leur employabilité, et leur capacité à sortir durablement de la pauvreté. Selon cette logique, le développement humain est le principal moteur de croissance économique inclusive.

Les politiques publiques qui visent à renforcer le capital humain — telles que la gratuité de l'école, les bourses pour les filles, la formation professionnelle, et la couverture santé — sont donc considérées comme des instruments stratégiques de lutte contre la pauvreté. Elles permettent d'accroître l'autonomie économique et sociale des citoyens.

Au Burkina Faso, malgré les avancées dans l'accès à l'éducation primaire, le taux d'achèvement reste faible, surtout en zones rurales et chez les filles. Les politiques de santé souffrent aussi de sous-financement. Le potentiel du capital humain demeure donc sous-exploité, limitant la transformation structurelle attendue de l'économie.

Une critique de cette théorie est qu'elle repose sur l'idée que les marchés du travail absorberont automatiquement la main-d'œuvre formée, ce qui n'est pas toujours le cas. En contexte de chômage élevé ou d'économie informelle dominante, comme au Burkina Faso, l'éducation seule ne suffit pas à sortir de la pauvreté sans politiques économiques complémentaires.

2.5 Théorie de la Gouvernance et de la Bonne Gouvernance (Banque mondiale, UNDP)

Cette théorie soutient que la pauvreté est liée à une mauvaise gestion des ressources, à la corruption, à l'absence de transparence et à l'exclusion des citoyens dans les processus de décision. La "bonne gouvernance" implique l'efficacité administrative, la redevabilité, l'état de droit et la lutte contre la corruption.

Dans la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance permet une meilleure allocation des ressources publiques, une plus grande efficacité des programmes sociaux, et une amélioration de la confiance des citoyens. Elle favorise aussi l'attractivité des investissements et la stabilité institutionnelle, nécessaires à un développement durable.

Au Burkina Faso, des institutions comme l'Autorité supérieure de contrôle d'État (ASCE-LC), les audits citoyens ou les initiatives de budget participatif sont mises en place pour renforcer la transparence. Cependant, les scandales de détournement de fonds publics, la faible sanction des fautes administratives et les dysfonctionnements dans les marchés publics freinent l'efficacité des politiques.

La limite principale est que cette théorie peut devenir technocratique si elle néglige les rapports de force politiques, les dynamiques sociales et les résistances internes aux réformes. Pour qu'elle soit pleinement efficace, la gouvernance doit être contextualisée et portée par une volonté politique ferme et durable.

2.6 Théorie de la Dépendance (Cardoso, Frank, Amin)

Cette théorie postcoloniale explique que les pays du Sud, comme le Burkina Faso, sont insérés dans une économie mondiale inégalitaire qui perpétue leur pauvreté à travers la dépendance aux exportations de matières premières, à l'aide internationale, et aux décisions des puissances extérieures.

Dans cette perspective, les politiques publiques doivent viser à renforcer la souveraineté économique, la transformation locale des ressources, et la réduction de la dépendance aux institutions financières internationales. Cela suppose une industrialisation endogène et des politiques de substitution aux importations.

Le Burkina Faso est fortement dépendant de l'aide extérieure pour financer ses politiques sociales, ce qui limite sa marge de manœuvre. De plus, l'économie reste largement extravertie (ex. : coton, or), ce qui empêche une répartition équitable des richesses et une dynamique d'emploi durable. Les politiques de lutte contre la pauvreté sont souvent dictées par les bailleurs.

La critique de cette théorie est qu'elle peut minimiser les responsabilités internes (corruption, mauvaise gouvernance) et négliger les possibilités de négociation stratégique avec les partenaires extérieurs. Néanmoins, elle rappelle que la lutte contre la pauvreté ne peut être déconnectée des rapports de force globaux et du système économique international.

2. METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Cette étude repose sur une approche mixte combinant une analyse documentaire et qualitative. Les principales étapes de la méthodologie incluent :

2.1. Analyse documentaire

Recueil et examen de rapports officiels, publications académiques, études sectorielles et données statistiques. Les documents consultés incluent les rapports du ministère de l'Economie et des Finances, les évaluations de projets par des organismes internationaux comme la Banque mondiale et des études de terrain menées par des ONG.

2.2. Entretiens qualitatifs

Réalisation d'entretiens semi-structurés avec des responsables gouvernementaux, des représentants d'ONG et des bénéficiaires des programmes. Ces entretiens visent à recueillir des perspectives diversifiées sur les politiques publiques en place.

2.3. Analyse comparative

Comparaison des stratégies adoptées au Burkina Faso avec celles d'autres pays d'Afrique subsaharienne ayant obtenu des résultats significatifs dans la lutte contre la pauvreté.

3. RESULTATS OBTENUS DE LA RECHERCHE

L'analyse des politiques publiques dans la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso a permis d'aboutir à des résultats révèlent plusieurs points cruciaux :

3.1. Impact limité des programmes sociaux

L'insécurité entrave l'accès aux services essentiels tels que la santé et l'éducation, compromettant l'efficacité des politiques publiques. Ainsi, les contraintes sécuritaires compliquent la réalisation des initiatives de développement et d'assistance⁶. Les politiques publiques, telles que les programmes de transferts monétaires conditionnels et les subventions agricoles, ont permis des améliorations ponctuelles des conditions de vie. Toutefois, ces initiatives manquent souvent de durabilité, notamment en raison de la faible capacité institutionnelle et des ressources insuffisantes.

3.2. Inégalités régionales

Les régions rurales, où la pauvreté est la plus prévalente, reçoivent moins de financement et de soutien par rapport aux zones urbaines. Par exemple, les investissements dans l'éducation et la santé restent concentrés dans les grandes villes comme Ouagadougou et Bobo-Dioulasso.

3.3. Manque de participation communautaire

Une des faiblesses majeures identifiées est l'exclusion des populations locales dans la conception et l'évaluation des programmes. Cela résulte souvent en des interventions mal adaptées aux réalités locales.

3.4. Insécurité et instabilité

L'insécurité croissante, due aux attaques terroristes et aux conflits communautaires, complique la mise en œuvre des politiques publiques, notamment dans les régions du Sahel du Nord, de L'Est et de la Boucle du Mouhoun. Dans les régions à défis sécuritaires, notamment une augmentation du nombre de personnes déplacées internes, accentuant la crise humanitaire et l'insécurité alimentaire ainsi que la perturbation des activités économiques a eu pour conséquence la détérioration des secteurs clés tels que l'agriculture et l'élevage, essentiels pour la réduction de la pauvreté⁷. L'insécurité a entraîné une augmentation du nombre de personnes déplacées internes, accentuant la crise humanitaire et l'insécurité alimentaire⁸. Pour pallier les déficiences des services publics, l'intervention des organisations humanitaires s'est intensifiée, créant une dépendance qui ne favorise pas des solutions durables contre la pauvreté⁹.

Ainsi donc les principaux résultats de l'étude d'analyse sont les suivants :

⁶ Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) (2023). *Education et pauvreté au Burkina Faso : enjeux et perspectives*

⁷ Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) (2022). *Renforcer la sécurité alimentaire dans les zones rurales du Burkina Faso*

⁸ Oxfam. (2019). Rapport sur les inégalités économiques au Burkina Faso. Londres : Oxfam International

⁹ Banque Mondiale. (2020). Rapport sur la pauvreté et l'égalité au Burkina Faso. Washington, DC : World Bank Group

- Secteur agricole : Les programmes d'appui à l'agriculture ont permis une augmentation de la productivité dans certaines régions, mais les bénéficiaires les plus pauvres peinent à accéder aux intrants agricoles et au financement.
- Santé : La gratuité des soins pour les femmes enceintes et les enfants a réduit la mortalité infantile, mais les infrastructures sanitaires demeurent insuffisantes en milieu rural.
- Education : Bien que les taux de scolarisation aient augmenté, les abandons scolaires restent élevés en raison de la pauvreté et du travail des enfants.
- Transferts monétaires : Les filets sociaux, tels que les transferts monétaires conditionnels, ont amélioré temporairement les conditions de vie de certaines familles, mais leur impact durable reste limité¹⁰.

Impact de l'insécurité et de l'instabilité institutionnelle : Les résultats montrent une réduction des capacités de l'État. En effet, la crise sécuritaire a conduit à une réallocation significative des ressources budgétaires vers les secteurs de la défense et de la sécurité, limitant ainsi les investissements dans les politiques sociales et de développement¹¹. Par ailleurs, l'insécurité a réduit la présence de l'État dans plusieurs régions, entravant l'application efficace des politiques de lutte contre la pauvreté. Les régions affectées par les conflits enregistrent un recul des résultats obtenus, notamment en matière d'accès à l'éducation, à la santé et aux opportunités économiques¹². L'instabilité institutionnelle engendre des retards dans la mise en œuvre des programmes et réduit la confiance des partenaires techniques et financiers.

4. DISCUSSIONS DES RESULTATS

4.1. Fragmentation institutionnelle

Une des limites observées est le manque de coordination entre les différentes agences gouvernementales et les partenaires au développement. Cette fragmentation réduit l'efficacité globale des interventions.

4.2. Faiblesse des mécanismes de suivi

L'absence de systèmes de suivi et d'évaluation robustes rend difficile l'identification des progrès et des ajustements nécessaires pour améliorer l'impact des politiques publiques.

4.3. Potentiel des approches participatives

Les programmes de développement communautaire, qui incluent les populations locales dans la prise de décision, montrent des résultats positifs. Ces initiatives offrent des leçons importantes pour orienter les futures politiques publiques.

4.4. Financement insuffisant

Les fonds alloués à la lutte contre la pauvreté sont largement insuffisants pour couvrir l'ensemble des besoins¹³. Une mobilisation accrue des ressources, notamment par la coopération internationale, est essentielle.

Les résultats obtenus mettent en évidence plusieurs points de réflexion :

- Adéquation des politiques : Les politiques actuelles ne tiennent pas toujours compte des spécificités locales, ce qui limite leur efficacité¹⁴. Une meilleure implication des bénéficiaires dans la conception des programmes pourrait améliorer les résultats.
- Gestion et gouvernance : Les problèmes de corruption et de mauvaise gestion des fonds publics restent des obstacles majeurs¹⁵. Des mécanismes de redéveloppement renforcés sont nécessaires.
- Impact sécuritaire : L'insécurité perturbe non seulement l'accès des populations aux services de base, mais également la mise en œuvre des interventions publiques¹⁶. Les déplacements forcés de populations accentuent la pauvreté et augmentent la pression sur les ressources locales.
- Coordination entre acteurs : Le manque de synergie entre les acteurs gouvernementaux, les partenaires au développement et la société civile réduit l'impact global des interventions.
- Durabilité : La majorité des programmes sont limités dans le temps et ne disposent pas de plans de durabilité clairs¹⁷.

¹⁰ Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) (2020). *Profil de pauvreté des ménages au Burkina Faso*

¹¹ Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (2022). *Rapport annuel sur la pauvreté et les inégalités au Burkina Faso*

¹² Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID). (2021). Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Ouagadougou : MINEFID.

¹³ Banque Mondiale. (2020). Rapport sur la pauvreté et l'égalité au Burkina Faso. Washington, DC : World Bank Group

¹⁴ Banque mondiale (2021). *Pauvreté et équité au Sahel : perspectives et stratégies*

¹⁵ Transparency International (2021). Indice de perception de la corruption au Burkina Faso

¹⁶ Banque mondiale (2021). *Pauvreté et équité au Sahel : perspectives et stratégies*

¹⁷ OXFAM (2021). *Les inégalités au Burkina Faso : diagnostic et recommandations*

5. CONCLUSION

La crise au Burkina Faso affaiblit considérablement l'efficacité des politiques publiques de lutte contre la pauvreté en limitant les ressources, en entravant l'accès aux services de base et en compliquant l'évaluation des actions menées. En dépit des efforts déployés, les politiques publiques de lutte contre la pauvreté au Burkina Faso restent en deçà des attentes.

Pour une meilleure efficacité, il est essentiel d'adopter une approche intégrée combinant réponse sécuritaire, développement économique et renforcement de la gouvernance locale¹⁸. Cette approche permettra de renforcer la gouvernance, d'accroître le financement et de promouvoir une action participative. Une meilleure intégration des besoins des populations cibles et un suivi rigoureux des programmes sont également cruciaux pour garantir leur durabilité¹⁹. Enfin, il est indispensable de considérer les dynamiques régionales et les contextes locaux pour élaborer des interventions adaptées.

Les politiques publiques de lutte contre la pauvreté au Burkina Faso ont contribué à certaines avancées, mais elles restent loin d'avoir résolu le problème dans sa globalité. Pour renforcer leur impact, il est impératif de :

- Cibler les interventions sur les populations les plus vulnérables, notamment en milieu rural ;
- Améliorer la gouvernance et la gestion des ressources allouées ;
- Renforcer les mécanismes de suivi évaluatif pour une meilleure régulation et adaptation des programmes ;
- Prendre en compte les dimensions sécuritaires et institutionnelles dans la planification et la mise en œuvre des politiques publiques ;
- Favoriser une approche inclusive impliquant tous les acteurs.

CONFLITS D'INTÉRÊTS

Les auteurs déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêts en lien avec la présente étude.

Aucun avantage financier, matériel ou relationnel n'a influencé la conception, la mise en œuvre ou l'analyse des résultats de cette recherche. Toutes les informations ont été collectées et présentées de manière indépendante et objective, dans le strict respect de l'éthique scientifique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (2022). Rapport annuel sur la pauvreté et les inégalités au Burkina Faso.
- Banque mondiale (2021). Pauvreté et équité au Sahel : perspectives et stratégies.
- Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD) (2023). Rapport sur le développement humain.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) (2020). Profil de pauvreté des ménages au Burkina Faso.
- OXFAM (2021). Les inégalités au Burkina Faso : diagnostic et recommandations.
- Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) (2022). Renforcer la sécurité alimentaire dans les zones rurales du Burkina Faso.
- Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) (2023). Education et pauvreté au Burkina Faso : enjeux et perspectives.
- Banque Mondiale. (2020). Rapport sur la pauvreté et l'égalité au Burkina Faso. Washington, DC : World Bank Group.
- Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). (2022). Profil de pauvreté au Burkina Faso. Ouagadougou : INSD.
- Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement (MINEFID). (2021). Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Ouagadougou : MINEFID.
- Oxfam. (2019). Rapport sur les inégalités économiques au Burkina Faso. Londres : Oxfam International.
- Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD). (2022). Rapport sur le développement humain au Burkina Faso. New York : PNUD.
- United Nations Economic Commission for Africa (UNECA). (2020). Social Policy Frameworks in Africa: Lessons from Burkina Faso. Addis Ababa : UNECA.
- Transparency International (2021). Indice de perception de la corruption au Burkina Faso.

¹⁸ Programme des Nations Unies sur le Développement (PNUD) (2023). *Rapport sur le développement humain*

¹⁹ OXFAM (2021). *Les inégalités au Burkina Faso : diagnostic et recommandations*